

9

LE PROGRAMME ANTISOCIAL DE LA DROITE POUR 2017

DES SERVICES
PUBLICS
DE PROXIMITÉ
SACRIFIÉS

CE QUE DIT LA DROITE

« On adoptera un dispositif contraignant, quitte à réformer la Constitution pour que l'autonomie des collectivités territoriales ne fasse pas obstacle à l'impératif de baisse des dépenses publiques. »

Nicolas Sarkozy, le 3 octobre 2016

POUR 2017

LA DROITE VEUT
 DE **DÉMOCRATIE LOCALE**
ET
 DE **SERVICE PUBLIC**
DANS LES TERRITOIRES

Elle veut y parvenir en privant vos Régions, départements, intercommunalités et communes d'une liberté fondamentale : celle de choisir les moyens humains qu'elles veulent consacrer à leurs politiques, **en réduisant leurs ressources financières et en leur imposant le non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux.**

Vous pourrez toujours voter pour d'autres programmes, cela ne changera rien : **les collectivités n'auront plus ni la liberté d'agir ni les moyens de la faire.**

Il s'agit d'un gigantesque retour en arrière, une re-centralisation inédite depuis 1981-82, qui conjugue le **programme inégalitaire et autoritaire de la droite.**

CE QUE VEUT FAIRE LA DROITE



►► REMETTRE EN CAUSE L'AUTONOMIE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Pour leur imposer le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, **elle veut supprimer le principe de libre administration des collectivités, pourtant inscrit dans la constitution.**



►► DÉMEMBRER LE SERVICE PUBLIC DE PROXIMITÉ, EN RÉDUISANT LES DOTATIONS DES COLLECTIVITÉS DE 25 MILLIARDS D'EUROS SUR 5 ANS.

Celles qui n'accepteront pas ce principe verront leurs **moyens baisser**, selon Alain Juppé : c'est une mise sous tutelle punitive.



►► SUPPRIMER LES RÉFORMES PERMETTANT LA PARITÉ DANS LES CONSEILS DÉPARTEMENTAUX ET OBLIGEANT LES PARLEMENTAIRES AU NON-CUMUL DES MANDATS :

Cela veut dire **moins d'élus disponibles et des assemblées moins représentatives de la diversité de la société française.** Non seulement la droite veut recentrer les compétences et les moyens, mais elle veut concentrer le pouvoir entre les mains de quelques-uns.

POUR VOUS CE SERAIT



►► **UN SERVICE PUBLIC AU RABAIS.**

300 000 AGENTS SUPPRIMÉS

C'est autant de personnel en moins dans les écoles, les collèges, et les lycées pour assurer les missions d'accueil ou d'entretien. C'est moins de présence de service public dans les zones rurales ou les quartiers périphériques, moins de présence humaine dans les quartiers, moins d'accompagnement pour les retraités ou les personnes en situation précaire.



►► **LA PRIVATISATION DE NOMBREUX SERVICES.**

En affaiblissant l'action des collectivités locales, la droite précipiterait la privatisation de nombreux services de proximité aujourd'hui assurés par la puissance publique. Tout cela se fera au détriment des territoires et des habitants les plus vulnérables, et transformera les biens communs en rente pour quelques entreprises.



►► **DES TERRITOIRES SINISTRÉS.**

En réduisant de manière drastique les moyens financiers des collectivités locales :

► La droite assècherait les investissements dans des territoires entiers :

LES COLLECTIVITÉS LOCALES REPRÉSENTENT EN EFFET

70 %

DE **L'INVESTISSEMENT PUBLIC** GÉNÉRATEUR D'EMPLOIS ET DE CROISSANCE



► La droite pénaliserait les actions des associations. Les collectivités locales représentent 25% du financement du monde associatif.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES REPRÉSENTENT

25 %

DU **FINANCEMENT DU MONDE ASSOCIATIF**



ILS L'ONT DÉJÀ FAIT

EN SEINE-MARITIME

►► **Suppression** des bourses aux collégiens et autres subventions destinées aux clubs sportifs, aux centres de loisirs, au Fond d'aide aux jeunes etc...

EN ÎLE-DE-FRANCE

►► **Réduction** de l'aide aux associations à hauteur de 75 millions d'euros.

EN AUVERGNE RHÔNE-ALPES

►► **Multiplication par 2,5 des tarifs TER** pour les plus démunis, jeunes en insertion professionnelle, demandeurs d'emplois, allocataires du RSA alors qu'on sait toute l'importance de la mobilité pour trouver un travail.

DANS LES ALPES-MARITIMES

►► **Suppression arbitraire** annoncée par Éric Ciotti de presque trois semaines de congés aux fonctionnaires territoriaux du département (diminution par deux des RTT et 3 jours de congés en moins par an). Un simple « petit effort » selon son défenseur.



CE QUE NOUS AVONS FAIT



►► **UNE RÉFORME TERRITORIALE ET UNE MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE**

qui font confiance à ceux qui connaissent leurs territoires et qui sont au contact direct des citoyens pour conduire l'action publique.



►► **UN FONDS DE PÉRÉQUATION**

qui assure l'équité territoriale en réduisant les inégalités financières entre les différentes collectivités territoriales.



►► **UNE DÉMOCRATIE LOCALE RENFORCÉE,**

grâce à l'instauration de la parité dans les conseils départementaux.



►► **DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC MIEUX RECONNUS DANS LEUR TRAVAIL,**

avec le dégel du point d'indice des fonctionnaires.